

Pour une rentrée active mobilisons-nous avec la CGT !!!

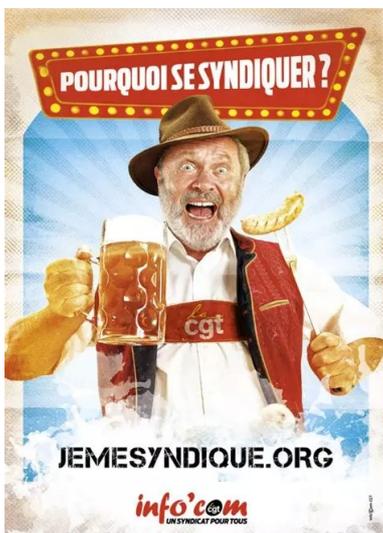
Ça y est septembre est là, après la parenthèse de l'été, nous revenons tout frais, tout reposés et plein d'entrain pour enfin gagner sur nos revendications.

Si vous voulez :

- l'abrogation de la réforme des retraites
- l'augmentation du point d'indice et des pensions de 10 %
- l'égalité salariale femme/homme
- le retour d'un service public de qualité et de proximité

La seule solution n'est pas d'attendre qu'un Jupiter nommé un premier ministre pour continuer sa politique battue dans les urnes.

Mais de nous rejoindre dans la rue le 7 septembre et dans les grèves du 1er octobre.



Une bonne résolution de rentrée : je me syndique à la Cégète !!!

A côté de ton abonnement à la salle de sport, rien de tel que de commencer l'automne avec ta carte de la CGT en poche.

Tu rejoindras ainsi les 70 000 nouveaux syndiqués qui ont franchi le pas depuis le mouvement des retraites.

Cela te permettra d'être défendu collectivement et individuellement, d'être informé de tes droits, de bénéficier de l'aide aux concours et aussi d'être acteur de ta vie au travail.

<https://57.cgffinancespubliques.fr/se-syndiquer/article/se-syndiquer>

JEUX PARALYMPIQUES : Toutes et tous derrière notre camarade de la CGT Finances Publiques

Cédric, contrôleur dans l'Aisne, a représenté notre pays aux jeux paralympiques de Paris 2024, dans l'épreuve de paratriathlon.

Lors de son arrivée dans la direction du 02, la CGT a été à ses côtés pour obtenir un aménagement de son temps de travail lui permettant de se consacrer pleinement à son objectif, décrocher l'or aux JO.

À travers cette histoire, nous espérons que nos Directions soient réellement inclusives pour nos collègues en situation de handicap.

Notre guide sur le sujet : <https://analyses-propositions.cgt.fr/livret-handicap-le-handicap-est-un-combat-syndical>

Du côté de la DDFIP Moselle

Silence, ça pousse !!

L'écologie est au cœur de notre société actuelle. Les Finances Publiques se doivent de montrer l'exemple en la matière d'où la naissance de Bercy vert, de l'écofip. Aussi, outre les mesures pour lutter contre la pollution, divers postes se dotent de jardinets, de plantes d'intérieur...

Certains postes vont plus loin à l'instar du Centre des Finances Publiques de Sarrebourg : les herbes folles batifolent, prolifèrent en toute liberté... Nous sommes certainement dans une démarche raisonnée où la mauvaise herbe est conservée, afin de maintenir la faune de ces multitudes insectes servant de nourriture aux petits oiseaux, qui gazouillent.

Dieu, que c'est beau, dieu que c'est vert!! Mais, à force de laisser la nature se développer, nous nous retrouvons dans les décors des tableaux du XVIIème siècle de Nicolas Poussin, de jolies ruines envahies d'herbe. Au point, que certains contribuables se demandent si le poste ne tombe pas en désuétude. Que dire en automne où nous tombons sous le charme du sol recouvert de feuilles mortes, glissantes par moment...

Une bien belle image des Finances Publiques offerte aux usagers.



Alerte de la CGT auprès de la Direction

Suite à des difficultés rencontrées en matière d'allergies alimentaires, des collègues nous ont interpellés. En effet, la liste des allergènes n'est pas facile d'accès au restaurant de la rue des Clercs.



La CGT a donc mené l'enquête sur place aussi bien dans les restaurants rue des Clercs que rue Curel. Nous avons constaté des différences d'affichage et d'information sur les allergènes. De plus en plus de collègues étant concernés par des allergies alimentaires, nous avons demandé des mesures de bon sens auprès de la direction.

Nous demandons que les informations soient visibles et accessibles à tous, notamment sur le panneau lumineux, comme c'est déjà le cas au restaurant de la rue de Curel.

Nous interpellons la Direction afin qu'elle intègre la liste des allergènes dans la publication des menus sur Ulysse et repopularise cette information sur Time Chef. A ce jour, silence radio de la direction ! Nous reviendrons à la charge afin que ces mesures soient appliquées.

Crise du logement : l'exemple du référendum berlinois pour l'expropriation des grandes sociétés immobilières

Le 26 septembre 2021, lors d'un référendum historique, 60 % des Berlinois-e-s se prononçaient en faveur de l'expropriation des grandes sociétés immobilières sévissant sur le territoire de la capitale allemande et la socialisation de quelque 240 000 logements.

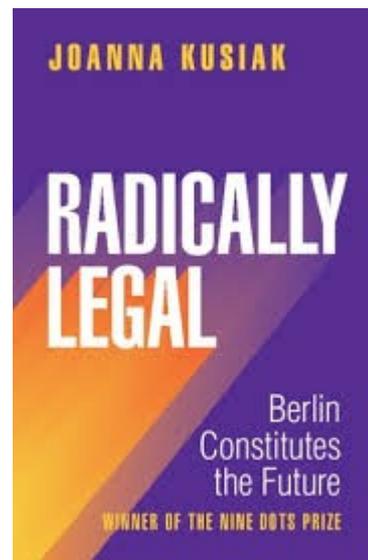
L'initiative Deutsche Wohnen Enteignen, à l'origine du référendum, résume ainsi la situation : « D'après la commission d'expert-e-s, la socialisation est légalement faisable dans le cadre des compétences du Land de Berlin. » L'expropriation est légale en Allemagne de par l'article 14 de sa Loi fondamentale, qui dispose que « la propriété implique des obligations, son usage doit contribuer en même temps au bien de la collectivité ». L'article 15 de la Loi fondamentale allemande, sur laquelle se base la campagne, dit que « le sol... peut être transféré en propriété commune à des fins de socialisation ». Ce même article permettrait également l'indemnisation des sociétés immobilières à des valeurs bien inférieures que celles du marché via un prêt financé par les loyers des appartements socialisés, évitant ainsi de gréver le budget du Land de Berlin. Par la suite, les appartements continueront à produire des revenus qui permettront, par exemple, de financer de nouvelles constructions pour continuer à agrandir le parc de logements socialisés.

Une commission d'experts avait été mise sur pieds au printemps 2022 par le Sénat berlinois pour examiner la légalité et la faisabilité du résultat du référendum. Le 28 juin, celle-ci publiait ses conclusions dans un rapport final d'environ 150 pages... et ceux-ci sont largement favorables au projet d'expropriation-socialisation.

Il s'agit là indéniablement d'une victoire considérable pour celles et ceux qui se battent depuis des années pour enrayer la flambée des loyers à Berlin, mais celle-ci ne conclut malheureusement pas encore le bras de fer qui se mène. En effet, la grande coalition SPD/CDU qui gouverne Berlin freine des quatre fers devant la perspective de devoir appliquer le résultat du référendum.

Quelle que soit l'issue de ce combat, il est évident qu'il résonne déjà à travers une Europe en mal de logement abordable. Tout près de chez nous par exemple, où le 8 octobre 2023 les Gantois-e-s (BELGIQUE) se sont prononcés pour l'interdiction de la vente de terrains, bâtiments et propriétés foncières publiques au privé et l'obligation pour la ville de Gand de constituer un stock de terrains publics destinés au logement social, afin d'arriver à ce que celui-ci constitue, à terme, 40 % du parc immobilier de la ville.

La financiarisation du logement que subissent les berlinois-e-s depuis quelques années n'est pas un phénomène isolé, elle touche l'ensemble des villes européennes. À Bruxelles, une enquête journalistique récente a révélé que 498,2 millions d'euros avaient été investis par de tels fonds pour le rachat d'unité de logements. À Madrid, le géant états-unien Blackstone a généré une telle augmentation des prix que les loyers ont parfois doublé en l'espace de trois ans, avec pour conséquence de nombreuses expulsions forcées de ménages-locataires. Dublin, Paris, Londres, Copenhague et Lisbonne ne sont pas épargnées non plus. C'est pourquoi il est essentiel de soutenir le combat des habitant-e-s de Berlin, notamment en le faisant connaître.



Références : "Radically Legal" un livre de Joanna Kusiak sur ce mouvement de socialisation.

Connaissez-vous les chèques vacances ?

Depuis 40 ans, le chèque vacances est le compagnon privilégié des vacances de millions de français. Cheville ouvrière du tourisme social en France, grâce à son mode de distribution solidaire sur des critères sociaux (revenu fiscal de référence) avec une contribution de l'employeur, il permet d'augmenter le pouvoir d'achat vacances et loisirs.

Ils sont valables deux ans en plus de leur année d'émission.

La participation de l'État peut représenter de 10 % à 35 % du revenu épargné par l'agent pendant une durée de 4 à 12 mois. Les agents de – 30 ans bénéficient d'une bonification de leur épargne par l'État de 35 %.

Les collègues en situation de handicap peuvent bénéficier d'une majoration à hauteur de 30 %.

La CGT siège au conseil d'administration de l'ANCV et se bat pour des vacances pour toutes et tous.

La CGT Finances Publiques 57 solidaire de nos camarades Douaniers

Voici le communiqué de la CGT Douanes suite au drame survenu le 30 juillet à Dunkerque :

Alors qu'ils étaient en contrôle sur l'A25, des motards des douanes de la BSI de Dunkerque ont été percutés par un poids lourd.

Un collègue est décédé sur le coup, un second se trouve dans un état très grave.

La communauté est évidemment sous le choc.

Cet accident nous rappelle combien les douaniers risquent leur vie pour protéger la santé et la sécurité des citoyens dans l'exercice de leur métier, chaque jour.

L'heure viendra d'analyser les circonstances de ce terrible accident.

Mais pour le moment, l'heure est au recueillement et à la solidarité.

Nous adressons nos sincères condoléances à la famille, aux proches et aux collègues de notre collègue décédé dont nous protégeons le nom par respect pour sa famille.

Nous envoyons toute notre énergie à notre collègue très grièvement blessé, qui se bat ce soir pour rester en vie. Nous adressons également tout notre soutien et toute notre solidarité aux deux autres collègues motards de l'escouade, à tous les agents de la BSI de Dunkerque et plus largement à tous les agents de la DR de Dunkerque qui vont affronter cette terrible douleur de la perte d'un collègue, d'un camarade, d'un ami.

Une cagnotte en ligne est ouverte pour soutenir les proches de Nicolas :

https://www.leetchi.com/fr/c/hommage-a-nicolas-voinson-1723091?utm_source=native&utm_medium=social_sharing&fbclid=IwY2xjawEZro9leHRuA2FlbQIxMQABHaQE805aml4FdxBDv-q9kOp0li8oK5EEBbxMwVKTw_A3JU4tdGV0E03g4w_aem_u5VZ8ZCHFR-YT2EOKN3Ujw

Encore plus d'informations sur nos sites Internet : <http://www.dgfip.cgt.fr/57/>
<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

Bulletin d'adhésion

NOM : Prénom :
Grade :Échelon : Indice : Temps partiel :
Résidence administrative
Adresse personnelle

Sollicite mon adhésion à la section CGT Finances Publiques de la Moselle.

À....., le Signature :

Bulletin à renvoyer par courriel à cgt.ddfip57@dgfip.finances.gouv.fr